

# Points de mire



## Le programme de défense du gouvernement Harper : Une politique muselée \*

Par Justin Massie et Charles Létourneau  
Chercheurs à la Chaire de recherche du Canada  
en politiques étrangère et de défense canadiennes

De l'avis de plusieurs, l'accession de Stephen Harper à la tête du gouvernement du Canada contribuera à «réchauffer» les relations avec les États-Unis, relations refroidies, entre autres, par le refus de participer à la guerre en Irak et au projet de défense antimissile, autant que par les tensions entourant le conflit sur le bois d'œuvre et la ratification du Protocole de Kyoto. Trois de ces enjeux ont d'ailleurs été utilisés par les libéraux au cours de la dernière campagne électorale afin de faire craindre aux Canadiens l'élection d'un gouvernement conservateur, susceptible de compromettre leurs décisions sur ces dossiers. À ce titre, les Libéraux estiment qu'ils sont les seuls à représenter les « vraies valeurs canadiennes ».

### La politique de défense du Canada

Il est vrai que le gouvernement Harper risque de formuler sa politique de défense en termes d'intérêts nationaux plutôt que de valeurs collectives. Les Conservateurs ont effectivement élaboré un programme de défense orienté sur des impératifs stratégiques incluant, notamment, la défense de la souveraineté du Canada et la préservation de bonnes relations avec les États-Unis, principal allié politique et partenaire commercial. Ceci se traduit par une volonté d'accroître les effectifs et l'équipement des Forces canadiennes (FC). Les Libéraux, quant à eux, ont davantage axé leur programme sur les valeurs canadiennes, c'est-à-dire sur l'externalisation des principes chers aux Canadiens et ce bien qu'ils ne soient jamais clairement explicités. C'est en vertu de ces considérations d'ordre moral qu'ils ont par exemple défendu leur position concernant le projet américain de défense antimissile et le refus de participer à la guerre en Irak, soulignant avec fierté la distinction de la société canadienne vis-à-vis des États-Unis.

Or, valeurs et intérêts orientent tous deux la politique de défense du Canada depuis plus de soixante ans, à un point tel qu'il en résulte une étonnante cohérence historique. Trois dimensions caractérisent la politique de défense canadienne depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Premièrement, elle comporte un volet internationaliste. Pour le premier ministre Harper, ceci se traduit par un engagement ferme à respecter les responsabilités du Canada envers l'ONU et l'OTAN. Le Canada poursuivra donc ses efforts de lutte contre le terrorisme en Afghanistan, de même que ses opérations de paix sous mandat onusien en Haïti, au Soudan et au Proche-Orient notamment.

Deuxièmement, la politique de défense du Canada comprend une dimension continentaliste. Il s'agit de la défense conjointe, avec les États-Unis, de l'Amérique du Nord, allant de NORAD à des ententes bilatérales en matière de sécurité et de circulation transfrontalière. La politique de Harper à cet égard tentera d'approfondir les accords entre les deux pays afin d'assurer la plus grande perméabilité possible de la frontière commune.

Un troisième et dernier volet, nationaliste celui-là, est plus particulièrement mis à l'avant-scène par le nouveau Premier ministre. Traditionnellement, il se traduit par la protection des Canadiens et du territoire national, ainsi que par l'affirmation de l'indépendance et de la distinction du Canada en matière de politique étrangère. La plate-forme électorale du Parti conservateur, intitulée « Le Canada d'abord », axe définitivement la défense du Canada en ces termes, comme nous avons pu le constater avec les propos de Harper sur la souveraineté canadienne en Arctique, qui visaient directement les autorités politiques américaines.

Les interrelations entre les éléments internationalistes, continentalistes et nationalistes de la politique de défense du Canada répondent à trois impératifs : la sécurité, la prospérité et l'identité. La sécurité du Canada est essentiellement assurée par un engagement ferme aux côtés de ses principaux alliés (les États-Unis, le Royaume-Uni et la France). La perméabilité de la frontière canado-américaine ainsi que la promotion du commerce international libre et institutionnellement régulé assurent la prospérité de l'économie canadienne. Enfin, le besoin constant d'édifier l'identité nationale canadienne passe notamment par les opérations de maintien de la paix à l'étranger, essentiellement conduites sous l'égide des Nations unies.

### Les promesses

Avec l'arrivée du nouveau gouvernement conservateur, ces objectifs seront assurés par une augmentation substantielle des capacités militaires du Canada, réduites considérablement par les coupures budgétaires des années 1990. Le gouvernement Harper souhaite effectivement accroître le budget de la Défense nationale de 5,3 milliards de dollars sur cinq ans, qui s'ajouteront à la hausse de 12,8 milliards annoncée par Paul Martin en 2005. Au total, ce sont 18,1 milliards qui seront ajoutés au budget régulier de la Défense nationale d'ici 2010-2011. Cet argent doit servir à recruter 13 000 nouveaux membres des forces régulières et 10 000 réservistes. Les Conservateurs désirent également acquérir de nouveaux équipements afin de s'assurer que le Canada puisse assumer ses responsabilités sur son territoire et à



Unité du CEIM

Vol. 7, no 2 (23 février 2006)  
Disponible à l'adresse : <http://www.er.uqam.ca/nobel/cepes>  
collection dirigée par Pierre Jolicoeur



l'étranger. Ils souhaitent ainsi accroître les capacités de déploiement rapide des FC à l'étranger, dans le cadre d'opérations d'aide humanitaire, de maintien de la paix ou encore de lutte contre le terrorisme. Pour ce faire, Harper entend, entre autres, mettre sur pied un nouveau bataillon aéroporté, doubler les effectifs de la DART (Équipe d'intervention en cas de catastrophe) et doter le Canada d'au moins trois nouveaux avions de transport, trois brise-glaces armés, deux navires ravitailleurs et un navire de transport, tout en amorçant un programme de remplacement et de modernisation des frégates, destroyers et sous-marins canadiens.

## Les contraintes

Malgré l'importance de ces nouvelles acquisitions, il serait faux de croire que le nouveau gouvernement adoptera une politique de défense différente, ou plus prompte à utiliser la force que ses prédécesseurs. Au contraire, plusieurs facteurs, conjugués les uns aux autres, contribueront à l'en empêcher. Premièrement, il ne faut pas oublier que Harper doit diriger un gouvernement minoritaire, ce qui signifie qu'il ne peut pas prendre de décision sans l'appui d'au moins un des partis d'opposition. Cette situation fait en sorte qu'il ne pourra pas revenir unilatéralement sur les décisions concernant le projet de défense antimissile, la guerre en Irak, ou tout autre dossier controversé. S'il s'avance sur ce terrain glissant, l'opposition à la Chambre des communes devrait faire échouer le vote, faisant ainsi écho à la volonté d'une majorité de Canadiens.

Deuxièmement, la situation internationale ne laisse présager aucune décision importante concernant l'armée canadienne dans un avenir rapproché. L'enlèvement américain en Irak fait en sorte que les États-Unis ne risquent pas de s'aventurer prochainement dans d'autres opérations militaires d'envergure. De plus, les FC sont déjà considérablement engagées en Afghanistan, où elles s'affairent à doubler leurs effectifs, qui atteindront plus de 2 000 soldats d'ici le printemps. Ceci permet d'exclure toute autre mission significative à l'étranger à court terme, surtout si l'on considère la volonté du ministère de la Défense nationale d'accorder une plus grande période de repos aux militaires canadiens entre deux déploiements. Enfin, le dossier de la défense antimissile ne nécessite pas de décision immédiate de la part du Canada. Harper ne devrait pas courir le risque de rouvrir cette boîte de pandore sans raisons valables.

Loin d'être radicale, la politique de défense de Harper poursuivra plutôt les objectifs traditionnels du Canada qui sont de défendre la sécurité, la prospérité et l'identité canadiennes. Ces desseins sont d'ailleurs inscrits dans l'Énoncé de politique internationale du Canada, publié au printemps 2005, énoncé dont le nouveau Premier ministre évite d'en renier les principales orientations. Il ne s'agit pas d'éléments nouveaux. Malgré l'ère Chrétien, durant laquelle les FC ont subi des compressions budgétaires sans précédent, la politique de défense canadienne a

toujours servi les mêmes trois objectifs et, ce faisant, a toujours oscillé entre rapprochement et distance vis-à-vis des États-Unis.

## Perspectives

Contrairement à la croyance populaire, rien n'indique que les Conservateurs seront plus « près » de Washington que ne le furent les Libéraux. Il ne faut pas oublier que ce sont ces derniers qui malgré le refus de participer à la guerre en Irak, ont appuyé (certes a posteriori et indirectement) politiquement, financièrement, voire militairement l'intervention américano-britannique, notamment par le refus de retirer les soldats canadiens opérant au sein des unités britanniques et américaines et par l'octroi de plusieurs centaines de millions de dollars à la reconstruction du pays. Également, malgré le refus de participer à la défense antimissile, les Libéraux ont accepté que le système de détection de NORAD soit utilisé par les Américains dans le cadre de la défense antimissile. Enfin, ils ont décidé de déployer les FC en Afghanistan, aux côtés de troupes américaines (les milliers canadiens ne sont présentement plus sous mandat de l'OTAN), dans leur assignation la plus dangereuse depuis la guerre de Corée.

La similarité des vues entre le nouveau Premier ministre canadien et le Président américain ne saura résoudre les contentieux commerciaux entre les deux pays (l'issue de ces décisions revenant au Congrès américain et non pas uniquement au Président), ni la méfiance que plusieurs Canadiens entretiennent vis-à-vis des positions unilatéralistes de l'administration Bush. Ce n'est d'ailleurs pas tant la qualité des relations entre les chefs de gouvernements qui compte pour la plupart des enjeux bilatéraux (Jean Chrétien et Bill Clinton partageaient par exemple de nombreux points de vue), mais plutôt les divergences quant aux perceptions de la menace et des moyens appropriés pour les contrer. Celles-ci sont profondément ancrées dans une longue tradition canadienne en matière de coopération et de négociations internationales, qui amène les différents gouvernements du Canada à formuler une politique de défense sensiblement similaire depuis plusieurs décennies.

La grande différence à prévoir avec l'arrivée au pouvoir des Conservateurs sera de constater des motivations énoncées en termes d'intérêts nationaux plutôt que de valeurs collectives afin de justifier le recours aux forces armées. Mais peu importe les termes employés, la politique de défense du Canada poursuivra les mêmes impératifs stratégiques traditionnels. Les Canadiens ne risquent donc pas de voir leur pays adopter une politique de défense radicalement différente avec l'arrivée au pouvoir de Stephen Harper.

\*Cet article reprend et approfondit les propos exprimés par les auteurs dans « Rien à craindre », La Presse, 2 février 2006, p. A19.